



Retraites, salaires, emploi ...

***Dans les Assurances et les Banques,  
les salariés savent compter***

**... et il faudra compter  
sur eux le 23 mars**

***Une nouvelle fois, on nous annonce que les régimes de retraites doivent être réformés. C'est donc que les réformes précédentes n'ont pas porté leurs fruits. Car l'espérance de vie et la démographie avaient déjà été évoquées comme deux raisons majeures des réformes précédentes.***

La durée de cotisation dans le public a été alignée sur celle du privé, les régimes spéciaux ont été réformés ... ils ne peuvent plus servir de prétexte. C'est donc l'agitation autour d'un déficit de 100 milliards de la branche vieillesse en 2050 qui sert de motivation.

D'où l'idée de faire cotiser plus longtemps les actifs pour équilibrer le régime.

Mais d'où vient ce chiffre? Comment savoir, avec tant de précisions ce que sera le déficit en 2050 alors que les mêmes sont incapables de savoir ce que sera la croissance ou le niveau d'emploi (et donc de cotisations) en 2012???

**Retraites : on veut nous enfumer**

Une estimation du Conseil d'Orientation des Retraites considère que le déficit en 2050 serait de 1,7% du PIB. Sachant que le Produit Intérieur Brut devrait passer de 1950 milliards d'euros à 3900 milliards en 2050, cela signifie que le déficit serait d'un peu plus de 66 milliards d'euros, ce que le gouvernement arrondit à 100 en faisant comme si il s'agissait d'un déficit d'aujourd'hui alors que ***c'est une projection à 2050 dans un contexte économique différent tant en terme de PIB, d'emploi que de productivité du travail etc.***

La vérité, c'est que le patronat et le Gouvernement ont fait le choix de ne pas consacrer un centime au profit de la protection sociale sur les milliards de PIB à venir. Avec un minimum de volonté politique, il serait facile de trouver les financements nécessaires au déficit des retraites mais aussi au relèvement des pensions. Car ces financements sont à trouver sur 40 ans! Rappelons-nous combien de milliards

ont été mobilisés pour la sauvegarde des banques en pleine crise financière!

***Pour les retraites, il ne s'agirait pas d'un plan d'urgence, mais bien de faire un autre choix de société, en la rendant plus solidaire avec une autre conception du partage des richesses créées. Faire passer des choix politiques pour des phénomènes naturels et inéluctables est un moyen fort utilisé par les libéraux pour continuer à servir les plus riches.***

L'amélioration de la situation de l'emploi et de celle des salaires, les deux produisant des ressources supplémentaires pour les régimes de retraites, représente aussi un enjeu majeur.

**Mais alors pourquoi cette agitation ?**

La raison en est assez simple. Il suffit de lire, avec un peu d'attention, ce que disent et écrivent les dirigeants des assurances et des banques. Pour améliorer leurs résultats, servir davantage de dividendes à leurs actionnaires ... ils ont fait le choix d'un développement en grand des produits d'assurance santé et retraite. Pour que ça marche, il faut créer le besoin. Rien de tel qu'une poursuite de la dégradation des pensions pour la retraite et des remboursements pour l'Assurance maladie.

***On connaît le discours : La solidarité nationale doit se limiter à fournir le minimum, le complément devant provenir des protections individuelles. Il est aisé, ainsi, de donner l'impression de ne pas s'en prendre à la retraite par répartition tout en poussant au développement des assurances privées. Puis, petit à petit celles-ci prendront le pas sur la***

### **protection collective, avec les dégâts sociaux qu'on voit venir.**

Pour l'Etat, confronté à des déficits publics colossaux dans lesquels l'Union Européenne intègre les déficits des régimes sociaux, c'est tout «bénéf». Refusant la réforme fiscale nécessaire, la fin du bouclier fiscal etc. ... c'est la possibilité d'afficher «ses» efforts de rigueur ... en les faisant porter sur les salariés et les retraités.

### **Oui, mais ...**

Oui mais, nous savons compter. Nous n'avons jamais dit qu'il ne fallait rien faire. Au contraire ! Il faut débattre de **tous les aspects du dossier «retraite»** et prendre des mesures :

- face à la dégradation des pensions, il faut instaurer un calcul sur les 10 meilleures années et une indexation des pensions sur les salaires
- face aux inégalités, il faut un niveau de pension fixé au minimum au SMIC et correspondant au moins à 75% du salaire net d'activité,
- des financements sont nécessaires en commençant par faire cotiser les revenus financiers, les stock-options,
- le niveau des cotisations employeur doit être mis à contribution surtout pour les entreprises qui font du profit, réduisent l'emploi et compriment les salaires. En 2002, le Conseil d'Orientation des Retraites chiffrait l'effort à 0,37 point de cotisation de plus par an.

### **D'autres politiques d'emploi et de salaires**

La racine des difficultés vient du partage des richesses. On a vu où cela menait d'accumuler des capitaux sur les marchés financiers en recherchant les taux de rentabilité les plus forts. Nous avons connu la plus grave crise financière depuis 70 ans. Et ce n'est pas fini ! Il faut en revenir à un partage des richesses qui favorise l'économie réelle, l'emploi, les salaires.

Plutôt que de laisser des jeunes à la porte des entreprises, il faut embaucher, ne pas reculer l'âge de la retraite (tout en faisant partir les salariés avant). Les conditions de travail y gagneront, le stress baissera avec plus d'emplois.

Avec plus de pouvoir d'achat, la consommation sera stimulée, les ressources des régimes sociaux seront plus importantes, la vie sera meilleure, moins anxiogène.

Et tant pis pour les profits des marchés financiers qui jouent au yo-yo à nos dépens.

Retraites, salaires, emplois ... tout est lié.

### **Gare au Tsunami antisocial**

Le rapport du COR a été reporté fin mars-début avril (élections régionales obligent !).

On parle de plus en plus d'un plan de rigueur et les taxes se multiplient pendant que le bouclier fiscal permet de rembourser les plus riches des contribuables ... le Code du Travail fait de nouveau l'objet de mesures de «simplification» ...

Si la mobilisation ne vient pas enrayer tous les calculs élaborés dans notre dos, alors, ce sera trop tard.

Il ne reste que quelques mois avant le dépôt d'une loi annoncée pour Septembre à l'Assemblée.

Sachons comme ceux de Total, d'Ikea ... faire entendre notre voix. Il n'y a pas de fatalité. Le CPE n'est pas passé. Faisons valoir une autre logique, celle de la satisfaction des besoins humains et des besoins sociaux.

Le 23 mars se déroulera une première journée d'action intersyndicale

# **Manifestons massivement le 23 mars dans nos villes et régions !**